



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mercredi 21 Décembre 2022



Finance islamique : La nouvelle frontière

Le renforcement du corpus légal et réglementaire est lié à la finance islamique et de trouver les voies et moyens pour développer des institutions de micro-finance. Indissociable de la réforme bancaire, la finance islamique se développe désormais dans le sillage d'un renouveau économique.



Blanchiment d'argent et financement du terrorisme : L'Algérie réadapte ses lois

À la faveur de ce texte, les associations et organisations à but non lucratif sont tenus à la vigilance. Reporté la semaine passée, le projet de loi modifiant et complétant la loi 05-01 du 6 février 2005 relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a été présenté, hier, en plénière à l' APN par le ministre de la Justice, Abderrachid Tabbi.



[Atouts majeurs](#)

Objectivement, l'économie nationale est sur la bonne voie. Les indices d'une progression significative ne manquent pas. Les guichets uniques institués par la nouvelle loi sur les investissements dans les 58 wilayas ne désemplissent pas. Des centaines de dossiers sont déposés hebdomadairement. Une dynamique qui étonne jusqu'aux animateurs de la relance économique.



[Exportations hors hydrocarbures : De record en record](#)

Six milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures ont été réalisés jusqu'à la fin du mois dernier. Pour 2023, les ambitions sont encore plus grandes...L'Algérie apprend enfin à exporter!



[Plafonnement du prix du gaz par l'UE : L'Algérie dit «niet»](#)

Le ministre de l'Énergie a qualifié la décision de l'Union européenne d'unilatérale, tout en mettant en garde contre l'impact négatif de cette décision sur le marché du gaz.



[Rapport du Think tank US sur les relations algéro-américaines : Ce que dit le Washington Institute](#)

Le Think tank américain s'interrogeait si la guerre d'Ukraine n'a pas remis en cause la politique étrangère algérienne qui s'est toujours présentée comme non alignée. «Plutôt que d'être entraînée dans le conflit, l'Algérie a réussi à en tirer profit», constate-t-il.

Abderrahmane Hadeff, expert en développement économique : «Vers un bond des exportations hors hydrocarbures»

L'économiste, Abderrahmane Hadeff, prévoit, à moyen terme, un bond significatif des exportations algériennes hors hydrocarbures. Une prévision basée sur un nombre de facteurs «encourageants», notamment l'amélioration de la qualité du produit national et la facilitation des mouvements des capitaux suite à la création d'agences bancaires à l'étranger.

Démarche unilatérale

L'Union européenne a eu des difficultés pendant des mois à fixer un plafonnement du prix du gaz. Mais c'est désormais chose faite et le cours est fixé à 180 euros/MWh. L'Union indique que c'est un mécanisme temporaire pour protéger les citoyens et les entreprises des prix que l'organisation juge excessifs, ce qui n'est pas de l'avis du Forum des pays exportateurs de gaz et de l'Algérie car cela risque de perturber le marché.

Un si grand soleil

L'Algérie, l'un des plus grands producteurs de gaz et de pétrole, joue indéniablement un rôle majeur dans la stabilité du marché mondial. Membre influent au sein de l'OPEP, elle déploie des efforts remarquables pour assurer à la fois les intérêts des pays producteurs et la satisfaction des besoins des consommateurs.

Commerce extérieur: hausse du nombre des exportateurs

Le nombre d'exportateurs inscrits au Registre de commerce est passé à 5.498 opérateurs contre 4.749 fin 2021, selon le bilan du Centre national du registre de commerce (CNRC). Dans une déclaration à l'APS, la directrice de la coopération et de la communication au niveau du CNRC, Nadjet Oulmi a indiqué que "le nombre global des exportateurs inscrits au Registre de commerce a atteint, jusqu'au 14 décembre en cours, 5.498 opérateurs, dont 4.021 personnes morales (entreprises) et 1.477 personnes physiques".



L'objectif de Tebboune était réaliste

Quand le président de la République a tracé la route aux opérateurs algériens en fixant comme objectif les 7 milliards de dollars, nombreux ont estimé les objectifs du président «irréalistes». Aujourd'hui, le ministre du Commerce, en annonçant le chiffre de «plus de 6 milliards de dollars d'explorations», a non seulement confirmé le bien-fondé des estimations du président Tebboune, mais il a clairement confirmé la tendance haussière de l'économie nationale en termes de croissance et de performance, après plus de deux années de déséquilibres financiers, aggravés par les effets de la crise sanitaire.



Exportations hors hydrocarbures : L'Algérie franchit un nouveau cap

Le cap des 6 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures a été franchi fin novembre. C'est ce qu'a indiqué hier le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, qui était en visite à la foire de la production algérienne, en compagnie de représentants diplomatiques et consulaires accrédités à Alger.



Le dinar retrouve de la vigueur

Le dinar algérien retrouve de plus en plus sa vigueur, après plusieurs épisodes de dépréciations durant ces quelques dernières années, induits notamment par la mauvaise conjoncture économique liée à la situation de crise sanitaire, ainsi qu'à la politique d'ajustement volontaire du taux de change observée auparavant par la Banque d'Algérie (BA).



Abdelwahab Ziani: Plaidoyer pour des banques dédiées aux entreprises nationales

«Tous les opérateurs économiques ont à cœur de faire de 2023 l'année de la production nationale, de l'export, du challenge, et de toutes les PME-PMI et grandes entreprises en Algérie.



[Marché libre, dites-vous ?](#)

Une quinzaine de jours après avoir plafonné le prix du baril de pétrole russe à 60 dollars, dans l'objectif de limiter les revenus de la Russie mais aussi, selon le communiqué de presse de la Commission européenne, de stabiliser le marché mondial pétrolier, un autre pas est franchi, lundi 19 décembre, avec une mesure de plafonnement du prix du gaz. Cette fois-ci, la mesure de la Commission européenne ne vise pas uniquement la limitation des revenus de la Russie mais de tous les pays exportateurs de gaz.



[Algérie : la finance islamique pour éradiquer le marché parallèle ?](#)

La finance islamique serait pour Souhil Meddah, expert financier, une des solutions qui relèverait l'économie nationale et contribuerait à l'éradication du marché parallèle en Algérie. On vous en dit davantage dans la suite de cette édition du 20 décembre 2022.



[Souhil Meddah, expert financier à la Patrie news : « S'ouvrir sur des modes de financement adaptés à la conjoncture économique »](#)

La Patrie news : Le ministre des Finances a affirmé que son département mettra en place, en 2023, les mécanismes nécessaires garants d'émissions de sukus privés pour la finance islamique. Que vont apporter ces titres pour le marché financier et l'économie nationale de façon globale ?

M. Souhil Meddah : L'incorporation des sukus comme un instrument assimilable à un modèle de marché obligataire, qui jusqu'à ce jour n'arrive pas à accueillir un niveau très élevé en valeurs de placement, s'identifie sur deux fronts.



[Partenariat : Signature conventions entre la BNA et deux compagnies d'assurance](#)

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) et les deux compagnies d'assurance, El-Djazair El-Moutahida Family Takaful et El-Djazair Takaful, ont procédé, aujourd'hui, à la signature de conventions portant sur la commercialisation des produits de bancassurance conformes aux préceptes de la Charia Islamique.



[Finance islamique : Signature de conventions entre la BNA et deux compagnies d'assurances](#)

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a signé ce mardi deux conventions avec les compagnies d'assurance « El-Djazair El-Moutahida Family Takaful » et « El-Djazair Takaful », portant sur la commercialisation des produits de bancassurance conformes aux préceptes de la charia islamique, indique cette banque publique dans un communiqué.



[La Bourse d'Alger va émettre des sukuk : «Un instrument de dynamisation du marché financier», selon le DG](#)

Après les banques et les compagnies d'assurance, le lancement des sukuk (obligations islamiques) qui viendra dynamiser le marché boursier est prévu dès 2023. Une réelle industrie de la finance islamique sera dès lors mise en place.



[Le projet de loi, un outil pour protéger l'économie nationale : Justice Blanchiment d'argent et financement du terrorisme](#)

Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a évoqué le projet de loi relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.



سيبرز وضعية الذمة المالية للدولة وديونها ومستحققاتها

وزارة المالية تطرح مشروع قانون جديد للمحاسبة العمومية

قالت وزارة المالية إن إصلاح المحاسبة العامة هي إحدى الورشات الأساسية لعصرنة الدولة، الذي سيسمح بتقديم أفضل للمعلومة للمواطنين والمنتخبين والمسؤولين عن النشاط الإداري، حول رهانات ونتائج السياسات العمومية، من أجل تسيير عقلاني وفعال للأنشطة العمومية.



الدينار الجزائري يرتفع بنسبة 6 بالمئة أمام الدولار منذ 6 أشهر

يعرف سعر صرف الدينار الجزائري أمام الدولار الأمريكي ارتفاعا منذ منتصف سنة 2022. حيث يتراوح الدولار الواحد في التعاملات الرسمية، ما بين 140 و137 دينار.



الصكوك..منتوج مالي جديد لبورصة الجزائر

كشف مدير عام بورصة الجزائر موهوب يزيد، في تصريح لتلفزيون النهار من ولاية ميله، أن سوق الأوراق المالية بالجزائر سيعرف خلال العام الجديد 2023 دخول منتوجات جيدة تتمثل في الصكوك.



الصيرفة الإسلامية.. هذه شروط وطريقة الاستفادة من سيارات وشقق

قال سفيان موزاري رئيس قسم الصيرفة الإسلامية بالقرض الشعبي الوطني، أن الصيرفة الإسلامية حققت في إطار تنويع المنتجات البنكية وإطلاق منتوجات مصرفية تمويلية وهي مطابقة للإسلام 49 مليار دج لدى البنوك العمومية. ووصلت إلى 60 مليار.

Corruption : 400 comptes bancaires saisis

L'opération de saisie de l'argent et biens issus de la corruption bat son plein. Elle est même en phase d'achèvement pour ce qui est de certains hommes d'affaires détenus.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Ce volet de la lutte anti-corruption qui mobilise depuis près de trois ans les tribunaux et les services de sécurité compétents a en réalité débuté il y a bientôt une année à présent. Cette saisie est restée, comme on le sait, tributaire des décisions finales que rend progressivement la justice et elle ne pouvait donc s'effectuer qu'avec la prononciation des sentences définitives. Cette

opérations ont été jugées pour enrichissement illicite. Le chiffre total (quatre cents) englobe, quant à lui, y compris les comptes de toutes les sociétés des hommes d'affaires, ou de membres de leurs familles, ayant fait l'objet d'une décision de saisie. Après avoir ciblé le volet bancaire, les services compétents se sont tournés vers les terrains et biens immobiliers appartenant aux mis en cause. Des sources bien informées affirment que tous les

Cent trente-six d'entre eux appartenaient uniquement à Abdelghani Hamel et sa famille, jugés pour enrichissement illicite.

dernière étape a été franchie dans la quasi-totalité des gros dossiers qui ont été jugés durant des procès spectaculaires. Les premières exécutions ont d'abord concerné les comptes bancaires de tous les ex-oligarques, ministres et anciens hauts responsables en détention, apprend-on auprès de sources proches du dossier. Ces dernières nous apprennent également qu'au total, près de quatre cents comptes en banque ont été saisis. Cent trente-six d'entre eux appartenaient uniquement à Abdelghani Hamel et sa famille,

anciens hommes d'affaires et responsables inculpés et définitivement condamnés ont été définitivement dépossédés des maisons et villas acquises grâce à l'argent de la corruption.

Au cours du mois de juin dernier, il a été, par exemple, procédé à la récupération de deux villas appartenant à l'ex-responsable de la DGSN et sa fille sur les hauteurs d'Alger. Il en a été de même pour Mahieddine Tahkout, Ali Haddad et tous les autres ex-oligarques. Près d'un millier de véhicules (dont huit cents uniquement pour Tahkout) ont été



Photo : DR

également récupérés à ce jour. Actuellement, la saisie concerne les entreprises appartenant aux ex-hommes d'affaires.

L'opération s'est déjà totalement achevée pour trois d'entre eux, apprend-on. Il s'agit de Ahmed Mazouz, propriétaire du groupe du même nom, Mohamed Bairi (IVAL) et Hacène Larbaoui (KIA Motors). En tout, cela représente

Ouyahia et Abdelmalek Sellal, et trois ex-ministres de l'Industrie, Youcef Youfi, Abdeslam Bouchouareb et Mahdjoub Bedda ont été poursuivis et condamnés pour avoir octroyé d'indus avantages à ces hommes d'affaires. Ce sont ces facilités qui leur ont permis de prospérer dans le monde des affaires.

Pour tenter de sauvegarder leurs entreprises, ces anciens

Après avoir ciblé le volet bancaire, les services compétents se sont tournés vers les terrains et biens immobiliers appartenant aux mis en cause.

soixante-quatre sociétés versées dans différents secteurs (automobile, industrie, agroalimentaire, pharmaceutique, immobilier, conserverie, comptoirs frigos, eaux minérales, export...) Deux anciens chefs de gouvernement, Ahmed

oligarques ont introduit des actions en justice visant à stopper la saisie, mais ils ont tous été déboutés. La machine est irréversible et elle a conduit au début de la vente aux enchères durant la semaine écoulée.

A. C.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE TERRORISME

Les députés pour le durcissement des peines

Le projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a été présenté, hier mardi, par le ministre de la Justice et garde des Sceaux par-devant les membres de l'Assemblée populaire nationale.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Il s'agit, selon Abderrachid Tabbi, de modifications et de compléments apportés à la loi 05-01 du 6 février 2005, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le sens «d'adapter notre législation nationale aux engagements internationaux et traités ratifiés par notre pays et avec le développement de ces crimes et l'apparition de nouvelles techniques de blanchiment d'argent». Deux nouveaux fléaux, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, intimement liés et qui constituent deux graves crimes financiers avec leurs impacts négatifs sur les économies et les sociétés, surtout qu'ils prospèrent au gré des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

C'est dans l'optique de combattre ces deux fléaux qu'est intervenue la loi 05-01 du 6 février 2005, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Un texte qui met notre législation nationale au «diapason» des engagements internationaux et traités ratifiés par notre pays, notamment

les recommandations du groupe d'action financière (Gafi), et avec le développement de ces crimes et qui a fait l'objet en 2012, d'un premier amendement par le biais de l'ordonnance présidentielle 02-12 du 13 février 2012. Ceci avant qu'il ne subisse une deuxième révision en 2015 sous la loi 06-15 du 15 février 2015 avant le présent projet de loi portant sur son amendement pour la troisième fois.

Un troisième «lifting» qui porte essentiellement, ajoute le ministre, sur le souci de définir «plus précisément» les obligations des intervenants dans l'opération de prévention et de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Notamment les personnes visées politiquement, le véritable bénéficiaire et les parties en charge du contrôle et de la supervision et l'introduction de nouveaux concepts comme le financement des armes de destruction massive et l'enquête financière parallèle.

Aussi, les entreprises financières, les institutions, les avocats, les notaires, les commissaires-priseurs, les gérants ou

leurs assistants sont tenus de signaler toute opération suspecte enregistrée à leur niveau au risque d'encourir des sanctions administratives.

De même qu'il inclut les dispositions pénales proposées et la criminalisation de nouveaux actes. Il stipule également que dans le cas où l'infraction principale n'est pas prouvée, la poursuite judiciaire sera intentée sur la base de l'infraction de blanchiment d'argent comme infraction principale, ainsi que d'autres amendements relatifs à la confiscation des avoirs même sans condamnation.

En ce qui concerne la collaboration internationale, le texte concède à l'instance spécialisée d'alimenter ses semblables dans les autres pays en informations liées aux opérations soupçonnées de blanchiment d'argent ou de financement, et la prolifération des armes de destruction massive.

Il préconise la création auprès du Centre national du registre du commerce, d'un registre public des véritables bénéficiaires parmi les personnes morales soumises au droit algérien.

Lors des débats auxquels une centaine de députés ont pris part, nombre d'intervenants ont pris acte de ce projet de loi, insistant au passage, sur l'impératif de durcir davantage les peines.

M. K.

SELON LA CIPA

Prochaine installation de banques algériennes à l'étranger

Un signal fort a été donné par le président de la République en se déplaçant sur le terrain à l'occasion de l'inauguration de la Foire de la production algérienne (FPA 2022), où il a salué toutes les entreprises présentes. C'est un signal fort dans la mesure où le Président leur a dit «je suis à vos côtés». Ce qui se traduit donc par un retour de confiance en direction des opérateurs appelés à réussir le challenge 2023 qui est celui de l'année de la production nationale et de l'export.

Abdelhalim Benyellès - Alger (Le Soir) - Abdelwahab Ziani, président de la Confédération des industriels et producteurs algériens, l'a expliqué, hier mardi, sur les ondes de la Chaîne 3, affirmant que «c'est une nouvelle ère qui s'ouvre pour la prospérité de l'économie nationale». Et de ce fait, il a appelé «tout le monde» à contribuer à élever le niveau de l'Algérie, parlant des industriels, les distributeurs et même les consommateurs. Selon lui, l'année 2023 doit être l'année de la mise en œuvre des projets annoncés, du moment que les textes ont été révisés. Il citera, au passage, certains secteurs aptes à relever le défi de l'auto-suffisance, à l'instar du textile «qui revient à l'Algérie à près de 6 milliards de dollars», le secteur de la logistique, l'agroalimentaire. Revenant sur ce dernier, le président de la CIPA dira que le secteur de la transformation agroalimentaire est très important et que l'Algérie a engagé de grands projets agricoles dans le Grand Sud, ainsi que l'investissement dans l'élevage de masse et la mise en

place de grandes laiteries.

«2023 est aussi l'année du partenariat», selon Ziani, qui annonce que beaucoup d'opérateurs sont attendus pour investir en Algérie, se référant à la loi sur l'investissement qui «garantit toute opération de transfert de dividendes». «Un grand signal vient d'être donné en direction de l'entreprise qui doit travailler plus et occuper le terrain». Mais encore faut-il qu'il y ait beaucoup de concertations avec toutes les institutions, mais aussi avec tous les walis des différentes régions du pays. Ce qui explique qu'il faudrait exploiter toutes les richesses nationales. À ce sujet, il a appelé les walis à «faire de l'attraction pour l'investissement dans sa wilaya». «Si l'on parle de zone franche, la CIPA parle de wilaya franche pour l'attraction des nationaux et des internationaux», dira-t-il. Et parlant des wilayas proches des pays subsahariens, il dira qu'il va falloir faire des hubs d'exportation», à l'exemple de Tamanrasset qui, à l'occasion, abritera le Salon international de l'Assihar à partir du 22



décembre. Pour le président de la CIPA, «c'est une opportunité pour les producteurs nationaux d'exporter leurs produits, mais aussi une invitation pour tous nos voisins à venir investir chez nous pour ensuite exporter chez eux», préconise-t-il.

L'invité de la Chaîne 3 juge que l'année économique «par excellence» est attendue pour élever le montant des exportations jusqu'à 15 milliards de dollars. Il estime, à ce sujet, que toutes les conditions sont favorables pour relever ce défi. Parmi ces facilitations, le représentant des industriels cite l'exemple de la subvention de la logistique. Dans ce domaine, il expliquera qu'«à partir du 1^{er} janvier, un nouveau mécanisme va être mis en place dans le domaine de la logistique terrestre, aérienne et du fret maritime, sur instruction du président de la République».

À l'occasion, il appelle à assurer plus de destinations à

partir de Annaba, Skikda et Arzew, vers Nouadhibou, Nouakchott, Abidjan, Cotonou, dans une optique de «faire connaître nos marchandises, mais aussi de ramasser des matières premières, telles que le café, le caoutchouc, le latex, le cacao». En d'autres termes, acheter la matière première à la source.

Enfin, le président de la CIPA conclut par une «bonne nouvelle» à l'adresse des investisseurs. Il leur dira que «nos banques nous ont suivis, grâce à l'appui du Président, pour installer les institutions financières algériennes à Nouakchott, Dakar, Abidjan, et bientôt à Bamako, Londres, Paris et en Allemagne». Les avantages, il les résume en deux points : le rapatriement rapide des devises et l'ouverture des représentations des entreprises algériennes à l'étranger.

A. B.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Hausse du nombre d'opérateurs à plus de 5.400

Le nombre d'exportateurs inscrits au Registre du commerce est passé à 5.498 opérateurs, contre 4.749 fin 2021, selon le bilan du Centre national du registre du commerce (CNRC). Dans une déclaration à l'APS, la directrice de la coopération et de la communication au niveau du CNRC, Nadjjet Oulmi, a indiqué que «le nombre global des exportateurs inscrits au Registre du commerce a atteint, jusqu'au 14 décembre en cours, 5.498 opérateurs, dont 4.021 personnes morales (entreprises) et 1.477 personnes physiques». La wilaya d'Alger vient en tête avec 1.446 exportateurs inscrits, dont 1.295 personnes morales et 151 personnes physiques. Quant à la wilaya de Biskra, le nombre d'opérateurs à l'exportation inscrits au niveau du CNRC s'élève à 480 exportateurs, dont 271 personnes morales et 209 personnes physiques, ainsi que 275 exportateurs inscrits dans la wilaya d'Oran, dont 231 personnes morales et 44 personnes physiques, selon la même responsable. A une question sur les mesures prises par le CNRC pour accompagner les opérateurs à l'exportation, la responsable a cité la création d'un code unifié pour toutes les activités d'exportation (703101), de manière à faciliter la mission des opérateurs économiques contraints auparavant de se rendre à chaque fois aux annexes du Centre pour ajouter le code d'un nouveau produit destiné à l'exportation. M^{me} Oulmi a souligné que la numérisation des services fournis par le Centre en faveur des commerçants et opérateurs économiques de manière générale a permis d'alléger le dossier à fournir pour l'obtention du registre du commerce, «le nombre de documents exigés étant passé de 14 par le passé à 1 seul document actuellement», ce qui permet au demandeur de retirer son registre du commerce le jour même du dépôt dans la plupart des cas. Par ailleurs, l'intervenante a souligné que le dernier délai pour la modification des registres du commerce et l'introduction du code électronique est fixé au 31 décembre 2022, appelant les opérateurs économiques retardataires à se rapprocher des annexes du CNRC pour la mise en conformité des extraits du registre du commerce dans les délais fixés, affirmant qu'une fois ce délai expiré, «tout opérateur contrevenant se verra retirer la qualité de commerçant».

COMMERCE EXTÉRIEUR

Hausse du nombre des exportateurs à plus de 5400 opérateurs

Le nombre d'exportateurs inscrits au registre de commerce est passé à 5498 opérateurs contre 4749 fin 2021, selon le bilan du Centre national du registre de commerce (CNRC). Dans une déclaration à l'APS, la directrice de la coopération et de la communication au niveau du CNRC, Nadjet Oulmi, a indiqué que «le nombre global des exportateurs inscrits au registre de commerce a atteint, jusqu'au 14 décembre, 5498 opérateurs, dont 4021 personnes morales (entreprises) et 1477 personnes physiques». La wilaya d'Alger vient en tête avec 1446 exportateurs inscrits, dont 1295 personnes morales et 151 personnes physiques. Quant à la wilaya de Biskra, le nombre d'opérateurs à l'exportation inscrits au niveau du CNRC s'élève à 480

exportateurs, dont 271 personnes morales et 209 personnes physiques, ainsi que 275 exportateurs inscrits dans la wilaya d'Oran, dont 231 personnes morales et 44 personnes physiques, selon la même responsable. A une question sur les mesures prises par le CNRC pour accompagner les opérateurs à l'exportation, la responsable a cité la création d'un code unifié pour toutes les activités d'exportation (703101), de manière à faciliter la mission des opérateurs économiques contraints auparavant de se rendre à chaque fois aux annexes du centre pour ajouter le code d'un nouveau produit destiné à l'exportation. Mme Oulmi a souligné que la numérisation des services fournis par le Centre en faveur des commerçants et opérateurs économiques de manière

générale a permis d'alléger le dossier à fournir pour l'obtention du registre de commerce, «le nombre de documents exigés étant passé de 14 par le passé à un seul document actuellement», ce qui permet au demandeur de retirer son registre de commerce le jour même du dépôt dans la plupart des cas. Par ailleurs, l'intervenante a souligné que le dernier délai pour la modification des registres de commerce et l'introduction du code électronique est fixé au 31 décembre 2022, appelant les opérateurs économiques retardataires à se rapprocher des annexes du CNRC pour la mise en conformité des extraits du registre de commerce dans les délais fixés, affirmant qu'une fois ce délai expiré, «tout opérateur contrevenant se verra retiré la qualité de commerçant».

بدء مناقشة قانون الوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتها

مطالب بإغلاق سوق "السكوار"

- برلمانيون يطالبون بفتح مكاتب صرف للعملة الصعبة والتعجيل بقانون النقد والقرض
- تسجيل إلكتروني للمداخلات ينهي هيمنة أعضاء المكتب ورؤساء اللجان

نال مشروع قانون يعزز ويشدد مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب دعم النواب، أمس، وسط مطالب بتعزيز حماية المبلغين ومكافحة السوق الموازية للعملة الصعبة.

جمال 73 ف.



سوق "السكوار" ... آلة غسيل الأموال

• شدد متدخلون في مناقشة مشروع القانون المعدل والمتمم للقانون رقم 05-01 المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتها، على أهمية الأحكام الجديدة التي تدخل في سياق تبيين منظومة التشريعات الوطنية لمكافحة الظاهرتين. ووصف محمد طويل، رئيس المجموعة البرلمانية للتجمع الوطني الديمقراطي، التعديل الثالث للقانون بـ "المهم" ويكونه "ركيزة مهمة في حماية الأمن القومي"، مشدداً على أن تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وجهان لعملة واحدة، فيما شدد سعيد نفيسي، رئيس كتلة البناء الوطني، على أن مكافحة الإرهاب بالتشريعات والعمل الميداني "غير كافيين لوحدهما"، بل يجب تعزيزهما بـ "تحقيف مصادر تمويل الإرهاب"، مطالباً بالتعجيل بإصدار النصوص التنظيمية. وتبّه عديد النواب إلى التحديات التي تطرحها المادة 5 مكرر 5 في تمويل الجمعيات الدينية بحكم أنها تحظر قبول أي تبرعات مجهولة المصدر، وهو الانشغال ذاته الذي عبّر عنه النائبان رابع بن جدو وورحيش نبيل اللذان لفتا إلى صعوبة تحديد مصدر الأموال المتبرع بها، خصوصاً أن كثير من المانحين يرفضون الإفصاح عن هوياتهم.

وصدرت دعوات لتعزيز حماية المبلغين زيادة عن تلك التي اقترحها المشروع، والتي نصت على أنه "لا يمكن اتخاذ أي إجراءات جزائية أو دعوى مدنية من أجل انتهاك السر البنكي".

وفي هذا السياق، رافع النائب سيد أحمد تماري، لأجل تعميم أحكام حماية المبلغين إلى الموظفين والمدبرين. وفي سياق آخر، تساءل النائب، قدور بن عطية، عن موعد وضع حد لنشاط سوق العملة الصعبة غير الرسمي ببورسعيد بالعاصمة (السكوار) الذي يعتبر حسب قوله "آلة غسيل الأموال".

وفي هذا السياق، طالب برلمانيون بفتح مكاتب صرف للعمل الصعبة والتعجيل بقانون النقد والقرض وتغيير الأوراق النقدية، واعتبار تبييض الأموال جنائية وليس جنحة والحاجة إلى التدخل في وقت مبكر لكشف عمليات غسيل الأموال، أي عند مرحلة الإيداع للمساعدة في جهود مكافحة تبييض الأموال.

وتبّه أحد المتدخلين إلى أن مكافحة الإرهاب تقتضي محاربة التطرف الفكري قبل كل شيء، محذراً من ظاهرة "سيطرة تيارات متطرفة على مساجد". ودعا رئيس

الداخلية وتأخذ بعين الاعتبار المخاطر المترتبة عنها وأهمية النشاط التجاري والتكوين المستمر.

ويلزم المشروع الخاضعين بإبلاغ خلية الاستعلام المالي بكل عملية يشتبه أنها تتعلق بأموال حصل عليها من جريمة أصلية أو مرتبطة بتبييض الأموال أو لها علاقة بتمويل الإرهاب أو تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، حسب وزير العدل.

وأفاد أنه وبغرض حماية المبلغين، لا يمكن اتخاذ أي متابعات في مسألة انتهاك السر البنكي أو المهني ضد الخاضعين أو المسيرين أو المأمورين الخاضعين للإخطار بالشبهة الذين أرسلوا المعلومات بحسن نية أو قاموا بالإخطارات حتى ولو لم يكونوا على علم بماهية النشاط الإجرامي الأصلي، فيما يمنع على الخاضعين أو المسيرين أو المأمورين، الكشف عن وجود الإخطار بالشبهة أو المعلومات المتعلقة التي يتم إرسالها إلى الهيئة المختصة.

وأشار الوزير إلى أن الجمعيات والمنظمات غير الربحية، ملزمة بقواعد التصرف الحذر، لا سيما الامتناع عن قبول التبرعات والمساعدات المالية مجهولة المصدر المتأتية من أعمال غير مشروعة أو من أشخاص أو تنظيمات ثبت تورطهم داخل التراب الوطني أو خارجه في أنشطة لها علاقة بالجماعات الإرهابية، والامتناع عن قبول أي أموال نقدية دون رخصة من الوزارة الوصية. كما أشار إلى أن التشريع الجديد يقضي بإخضاع الأموال التي تستلمها أو تمنحها أو تحولها الجمعيات غير الربحية للمراقبة المناسبة من قبل هيئات الرقابة المختصة.

ف. ج.

كتلة التجمع الوطني الديمقراطي لتحسين أوضاع الأمهات السجينات المرضعات بسجن القليعة، (تخصيص مساحة قاعة اللعب للأطفال وتحسين نوعية وجبات العشاء)، كما توجه عديد المتدخلين، اهتمامهم لقضايا محلية تضم إنجاز محاكم جديدة.

ونال وزير العدل مديح عديد المتدخلين على عرضه يوم مناقشة تقرير الجزائر، بمناسبة الاستعراض الدوري الشامل أمام مجلس حقوق في 8 نوفمبر الفارط.

وشهدت جلسة أمس، بدء العمل بنظام التسجيل الإلكتروني للمداخلات والأسئلة، الأمر الذي استحسنه متدخلون والذي ينهي هيمنة القيادات البرلمانية ومسؤولي الهيكل في تحديد قائمة من يحق التدخل في مستهل المناقشات وفي ختامها.

وزير العدل

حماية المبلغين عن الفساد مضمونة

قال وزير العدل وحافظ الأختام، عبد الرشيد طيبي، في عرضه للمشروع، إن التعديلات الجديدة تفرض واجبات إضافية على عاتق الخاضعين، وهم المؤسسات المالية والمؤسسات والمهمن غير المالية، مثل المحامين والموثقين ومحافظي الحسابات، تضم التأكيد من هوية الزبائن عند ربط أي علاقة عمل أو علاقة أخرى وتحديد المستفيد الحقيقي منها، واتخاذ الإجراءات المناسبة لتحديد وتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب والاحتفاظ بكل الوثائق والسجلات الضرورية المتعلقة لمدة 5 سنوات على الأقل ابتداء من انتهاء العملية، ووضع تدابير وبرنامج تضمن الرقابة

في أعقاب مؤتمرها الوطني الثامن المنعقد بزراودة

"سناباب" تدعو لرفع قيمة النقطة الاستدلالية والمنح العائلية ومنحة الأجر الوحيد

مؤكدة على ضرورة إعادة النظر في المرسوم المتعلق باللجان المتساوية الأعضاء بإبعاد المسار المهني للموظفين عن أي صراع نقابي، وإعادة النظر في المراسيم المنظمة لعمل لجان الخدمات الاجتماعية التي أكل عليها الدهر وشرب وإبعاد اللجان عن أي صراع نقابي لأنها حق لكل العمال، داعين إلى تحيين منطقة المنطقة ومنحة الجنوب حسب التشريع المعمول به، والمطالبة بتسوية وضعية النقابيين المفصولين والمتابعين قضائيا ورفع العقوبات المسلطة عليهم في العديد من القطاعات، مع إسداء الحكومة لتعليمات لمصالحها من أجل الحث على فتح قنوات الحوار والتشاور مع الشركاء الاجتماعيين على جميع المستويات وفي كل القطاعات.

كما ألحت "السناباب" في أعقاب مؤتمرها الثامن، على رفع التجميد على الترقية في الرتب في جميع قطاعات الوظيفة العمومية وإلغاء التعليمات الصادرة سنة 2015، والإسراع في تعديل وإصدار جميع القوانين الأساسية الخاصة بكل القطاعات دون استثناءات وإعادة النظر في قيمة المنح العائلية ومنحة الأجر الوحيد بما يتماشى والقدرة الشرائية كونها جد هزيلة. ب. وسيم



كما طالبت نقابة "السناباب" بإعادة النظر في القانون العام للوظيفة العمومية وتحسين ظروف التوظيف، والترقية، وأيضا التحفيز والحقوق والواجبات، مع إعادة النظر بشكل كامل في القانون رقم 14.90 المؤرخ في 02 جوان 1990 المعدل والمتمم المتضمن كفيات ممارسة الحق النقابي لإضفاء المزيد من الحرية النقابية وتحفيز عملية الحوار والتشاور لحل مختلف النزاعات الجماعية،

● دعت النقابة الوطنية المستقلة لمستخدمي الإدارة العمومية "السناباب"، الحكومة لرفع قيمة النقطة الاستدلالية لمستوى يضمن حياة كريمة للموظفين، مع إعادة النظر في قيمة المنح العائلية والأجر الوحيد بما يتماشى والقدرة الشرائية.

طلبت النقابة الوطنية المستقلة لمستخدمي الإدارة العمومية، في البيان الختامي لمؤتمرها الوطني الثامن العادي المنعقد بالتعاقدية العامة لعمال البناء بزراودة، والمتزامن مع مرور 33 سنة على تأسيس النقابة، الحكومة بالحفاظ على القدرة الشرائية للموظفين في ظل الزيادة الرهيبية لمختلف السلع الأساسية من أجل تقوية الجبهة الداخلية والحفاظ على السلم الاجتماعي، داعية إلى رفع قيمة النقطة الاستدلالية لمستوى يضمن حياة كريمة للموظفين وتسوية ملف التقاعد والحفاظ على هذا الصندوق، من خلال إيجاد مصادر تمويل دائمة ومستقرة تضمن حق العمال في الاستفادة من التقاعد بعد أداء 32 سنة خدمة فعلية دون شرط السن، وكذا تسوية وضعية العمال المتعاقدين في قطاع الوظيفة العمومية بترسيمهم للحفاظ على استقرار القطاع دون تمييز بين الأسلاك.

صادرات خارج المحروقات 6 مليار دولار في 11 شهرا

ارتفاع عدد المصدرين إلى أكثر من 5400 متعامل

كشفت حصيلة للمركز الوطني للسجل التجاري عن ارتفاع عدد المسجلين في السجل التجاري ضمن نشاط التصدير إلى 5.498 متعامل مقابل 4.749 مصدر نهاية 2021، في وقت أعلن وزير التجارة وترقية الصادرات، كمال رزيق، يوم الاثنين بالجزائر العاصمة، أن الصادرات خارج المحروقات بلغت أزيد من 6 مليار دولار خلال الـ11 شهرا الأولى من العام الجاري.



وزير التجارة يتوقع تضاعف الصادرات خارج المحروقات إلى أكثر من 15 مليار دولار في سنة 2023

ثمارها بعد 3 سنوات" من انتخابه رئيسا للبلاد. وأكد الوزير أن هذه الأرقام "من الممكن أن تتضاعف خلال 2023 لتبلغ صادرات البلاد أكثر من 15 مليار دولار"، متوقفا أن "تفوق نسبة الإدماج الوطني 60 في المائة حتى نصل إلى اكتفاء ذاتي".

بالجزائر، أن "صادرات البلاد خارج المحروقات فاقت 6 مليار دولار خلال الـ11 شهرا الأولى من السنة نتيجة تطوير المنتجات المحلية وتحسين نوعيتها"، معتبرا أن هذا الرقم تحقق بفضل "إستراتيجية رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، التي أعطت

حفيظ صوالي

● قدر إجمالي عدد التجار المسجلين في السجل التجاري إلى 14 ديسمبر الجاري 5.498 مصدر، منهم 4.021 متعامل منظم كشخص معنوي (مؤسسات) و1.477 كشخص طبيعي، وتأتي ولاية الجزائر في صدارة ترتيب عدد المصدرين المسجلين بـ1.446 متعامل مسجل، منهم 1.295 مصدر كشخص معنوي و151 مصدر كشخص طبيعي.

أما بولاية بسكرة فيقدر عدد المسجلين في نشاط التصدير بالمركز الوطني للسجل التجاري 480 مصدر، من بينهم 271 شخص معنوي و209 شخص طبيعي. كما يبلغ عدد الناشطين في مجال التصدير بوهران 275 متعامل موزعين على 231 مصدر شخص معنوي و44 شخصا طبيعيا.

في نفس السياق، أعلن وزير التجارة وترقية الصادرات، كمال رزيق، يوم الاثنين بالجزائر العاصمة، أن الصادرات خارج المحروقات بلغت أزيد من 6 مليار دولار خلال الـ11 شهرا الأولى من العام الجاري.

كما أوضح رزيق في تصريح للصحافة على هامش جولة قادته للجنح المركزي لمعرض الإنتاج الجزائري رفقة ممثلي عدة سفارات

عرض مشروع قانون الوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب.. طبي:

هؤلاء معنيون بالتبليغ عن شبهة فساد الأموال

التبليغات تودع على مستوى خلية الاستعلام المالي بوزارة المالية ■ تنسيق دولي محكم مع الجزائر في مجال مكافحة الجرائم ■ المشروع مكمل لقانون العقوبات قيد الدراسة على مستوى الحكومة

أكد وزير العدل حافظ الأختام، عبد الرشيد طبي، أن مشروع قانون الوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتها، يجبر المؤسسات المالية وبعض المهنيين كالمحامين والموثقين ومحافظي البيع بالمزايدة وخبراء المحاسبة، بتقييم مخاطر هذه الجرائم، وإبلاغ خلية الاستعلام المالي، على مستوى وزارة المالية بكل عملية يشتبه في أن مصدر أموالها تبييض الأموال أو موجهة لتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، مع وضع برامج للوقاية الداخلية. وأشار إلى أن هذا النص جاء ليكمل قانون العقوبات الموجود قيد الدراسة على مستوى الأمانة العامة للحكومة، مثنيا على المستوى التعاون الدولي الجيد مع الجزائر حول الجرائم سائلة الذكر.

شريفة عابد



إصدار توجيهات لمساعدة الخاضعين للامتثال للالتزامات المنصوص عليها في المشروع ومراقبة مدى احترامها من قبل الخاضعين. كما يتضمن العقوبات الإدارية المسلطة على الخاضعين والمسيرين وأعاونهم في حالة إخلالهم بالواجبات المفروضة عليهم، لاسيما المنع من ممارسة بعض العمليات والتوقيف المؤقت للمسير أو إنهاء مهامهم أو سحب الاعتماد منهم.

فيما يتعلق بالتعاون الدولي، قال السيد طبي أن المشروع، ساوياً بين كل الجهات القضائية الجزائرية والأجنبية، في كل ما يتعلق بطلبات التحقيق والائانات القضائية الدولية وتسليم الأشخاص المطلوبين وبين الهيئة الجزائرية المتخصصة وهيئات الدول الأخرى المماثلة، التي تشمل تبييض الأموال أو تمويل الإرهاب والجرائم المتصلة بها وكذا انتشار أسلحة الدمار الشامل، مؤكداً وجود تنسيق دولي محكم بين هذه الهيئات المتخصصة والجزائر.

للإخطار بالشبهة، الذين أرسلوا المعلومات، بحسن النية أو قاموا بالإخطارات، حتى ولو لم يكونوا على علم بطبيعة النشاط الإجرامي الأصلي. كما يأتي المشروع، حسب الوزير، ليكمل ويتمم الأحكام المنصوص عليها في القانون المعدل والمتمم لقانون العقوبات المعروف للدراسة على مستوى الأمانة العامة للحكومة، والذي ينص على "اعتبار مشروع قانون تمويل أسلحة الدمار الشامل، فعلاً إرهابياً"، ويحدد العقوبات المطبقة عليه بما يتوافق مع الالتزامات الدولية للجزائر. وهو يندرج في إطار مواكبة المستجدات الدولية، وتكييف المنظومة القانونية، بما يتوافق مع المعاهدات والاتفاقيات الدولية التي انضمت إليها الجزائر. كما يعزز في نفس الوقت أليات حماية الاقتصاد الوطني والمنظومة المالية والبنكية من هذا الشكل الخطير من الإجرام، كما تتولى السلطات التي لها صلاحية الضبط والإشراف أو الرقابة، حسب الوزير،

في المرحلة الثانية يجبر الخاضعون، على القيام بإبلاغ خلية الاستعلام المالي على مستوى وزارة المالية بكل عملية يشتبه بها، حيث يتم إعلامها بعملية يشتبه بأنها تتعلق بأموال تم الحصول عليها من جريمة أصلية أو مرتبطة بتبييض الأموال أو لها علاقة بتمويل الإرهاب أو تمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل. وأكد ممثل الحكومة، أن المشروع جاء بأليات يمكن وضعها، تشمل مجموعة من أجهزة الرقابة، تتكفل بمراقبة مدى الالتزام بحماية كل المتدخلين والخاضعين من قضية تبييض الأموال. كما يلزمهم بوضع برامج وتدبير تطبيقية تعتمد على النهج القائم ومكافحة هذه الجرائم في ظل وجود هيئات الرقابة والاستشراف التي يمكن تنفيذها. ويفرض حماية المبلغين، تص المشروع على أنه "لا يمكن اتخاذ أي متابعات في مسألة انتهاك السر البنكي أو المهني ضد الخاضعين أو المسيرين أو المأمورين الخاضعين

عرف الوزير، بمناسبة عرضه لمشروع قانون الوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتها، أمام نواب المجلس الشعبي الوطني، مصطلح "الخاضعين" الوارد في النص، بكل المؤسسات المالية التي تمارس أغراض تجارية من أنشطة وعمليات باسم أو بحساب زبون، على غرار أموال الودائع القابلة للاسترجاع كالقروض أو السلفيات وغيرها من العمليات المالية، وكذا المؤسسات والمهنة غير المالية التي يمارس أصحابها نشاطات غير التي تمارسها المؤسسات المالية، بما في ذلك المهنة الحرة المنظمة مثل المحامين والموثقين والمحضرين القضائيين ومحافظي البيع بالمزايدة وخبراء المحاسبة وغيرهم.

وأوضح أنه، بموجب النص الجديد، يتعين على الجمعيات والمنظمات غير الربحية، اتخاذ قواعد التصرف الحذر، لاسيما الامتناع عن قبول التبرعات والمساعدات المالية مجهولة المصدر، المتأتية من أعمال غير مشروعة أو من أشخاص أو التنظيمات ثبت تورطها داخل التراب الوطني أو خارجه في أنشطة لها علاقة بالجماعات الإرهابية، وكذا الامتناع عن قبول أي أموال نقدية بدون رخصة من الوزارة الوصية.

وبناء على ما سلف، يحدد المشروع واجبات المتدخلين في عملية الوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل ومكافحتها، ويلزم في هذا الإطار الخاضعين، باتخاذ الإجراءات والتدابير الوقائية المناسبة لتحديد وتقييم مخاطر هذه الجرائم، من خلال وضع برامج وتدبير تطبيقية تعتمد على النهج القائم على مكافحة هذه الجرائم.

أبدوا تخوفهم من تأثير مشروع القانون على التبرعات .. نواب يقترحون:

تكيف جريمة تبييض الأموال جنائية

مكافحة المضاربة، دليل قاطع على نجاعة الردع. كما شدد على ضرورة تكيف جرائم تبييض الأموال كجناية وليس جنحة. وهي نفس الملاحظة التي تقدم بها نائب الأفلان علي ربيع، الذي يبرر المطالب بكون هذه الجريمة عابرة للحدود، متسائلا عن مصير العقارات الافتراضية من القانون.

وحنر سعيد نفيسي عن حركة البناء، في مداخلة من تأثير قانون مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب على التبرعات بالمساجد، لاسيما وأن الكثير من المتبرعين يفضلون تقديم هبات دون الكشف عن هويتهم. أما زميله فارس زوهير، فدعا إلى مكافحة التطرف بالمساجد التي يقوم بعض أئمتها، حسب، بالترويج للعنف، مستشهدا بنتائج العمليات الميدانية الأخيرة للجيش الوطني الشعبي، والتي أبانت عن وجود عناصر إرهابية التحقوا بالجماعات الإرهابية في 2017 و2018.

وطالب كل من النائب حمزة زغمي عن الأفلان، وزميله بقدر بن عطية بلقاسم، وكذا النائب فايد سفيان عن الأرندي، بضرورة غلق سوق "السكوار" للعملة الصعبة، معتبرينه "ملاذئ أساميا لعمليات تبييض الأموال".

أما النائب عن الأرندي، محمد طويل، فقد ثمن مضمون المشروع، مذكرا بإسهامات الجزائر في مجال مكافحة الإرهاب، على المستوى الدولي، لاسيما في مجال خطف الرهائن وتجريم دفع الفدية وغيرها من المساهمات النوعية. ودعا وزير العدل إلى إدراج بعض المعاملات التي تتم عبر التكنولوجيات الحديثة ضمن قائمة الجرائم، حيث أصبحت وسائل تكنولوجية الاتصال، حسب، ملاذئ للجماعات الإجرامية. كما التمس النائب من ممثل الحكومة، من جانب آخر، تحسين الوجبة الموجهة للسجناء اللواتي لديهن أطفال صغار.

من جهته، دعا النائب عن كتلة الأحرار محمد مير، البتوك إلى إدراج آليات حديثة لمكافحة جرائم تبييض الأموال، مشددا على أهمية توفير مراكز تدريب من أجل التعرف على عمليات المعقدة التي ينتهجها مبيضو الأموال. أما النائب فايد سفيان، عن الأرندي، ويعد أن أثنى على الجهود التي قام بها وزير العدل في التصدي للهجمات المغربية والصهيونية المتعلقة بوضع حقوق الإنسان في الجزائر، دعا إلى ضرورة وضع قانون لمحاربة الانتشار الواسع للحبوب المهلوسة والمخدرات، معتبرا النتائج التي حققتها قانون

دعا نواب المجلس الشعبي الوطني، إلى اعتبار جريمة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب، جنائية وليس جنحة، معتبرين في سياق متصل، أن القضاء على هذه الجرائم مرهون بالقضاء على سوق "السكوار"، مع تشديدهم على ضرورة حماية المساجد من هذه الأموال، حيث أبدوا تخوفهم من تأثير مشروع مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب على التبرعات لا سيما تلك الموجهة لبناء المساجد.

شريعة عابد

بعد أن ثمن أغلبية نواب المجلس الشعبي الوطني من مشروع قانون الوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب، أمس، دعوا إلى ضرورة تشديد العقوبات على المتورطين في الأفة، وذلك من خلال اعتبار الجريمة جنائية وليس جنحة بسبب تبعاته الخطيرة، مثلما جاء في مداخلة، بن حداد هشام، النائب عن "حمس"، الذي نبه إلى أهمية توسيع قائمة النشاطات المشبه فيها، إلى بعض الأنشطة الجديدة التي تستغل التكنولوجيا في الإرهاب، خصوصا بالذكر التسويق الشبكي الذي اعتبر إدراجه أمر ضروري.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger